

— d'une proposition de résolution relative aux événements de Sidi-Ali-Bounab : *urgence* [13 décembre 1949] (p. 6770, 6771) ; = S'excuse de son absence [20 décembre 1950] (p. 9346). = Obtient un congé [20 décembre 1950] (p. 9346).

KIR (M. Félix), Député de la Côte d'Or.

Son élection est validée [29 novembre 1946, (p. 38)]. = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34). — Est élu secrétaire de la Commission de l'éducation nationale [*J.O.* du 30 janvier 1946] (p. 1011), [*J.O.* du 21 janvier 1949] (p. 816), [*J.O.* du 19 janvier 1950] (p. 716), [*J.O.* du 25 janvier 1951] (p. 882) ; de la Commission du ravitaillement [*J. O.* du 29 janvier 1948] (p. 965) ; [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 783). — Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juré à la Haute-Cour de Justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 196).

Dépôts :

Le 7 août 1947, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur les propositions de résolution : 1^o de M. Pierre Chevallier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder à tous les non-producteurs le bénéfice des suppléments actuellement réservés aux seules communes prioritaires ; 2^o de M. Jean-Moreau tendant à inviter le Gouvernement à unifier le ravitaillement des non-producteurs des campagnes et des villes ; 3^o de M. d'Aragon tendant à inviter le Gouvernement à modifier la réglementation en vigueur en matière de ravitaillement ; 4^o de MM. Penoy et Blocquaux tendant à inviter le Gouvernement à modifier la réglementation actuelle en matière de ravitaillement, n^o 2302. — Le 9 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter

le Gouvernement à associer la Nation tout entière aux manifestations et cérémonies qui doivent commémorer le bi-millénaire de la bataille d'Alésia, n^o 6719. — Le 1^{er} juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Coudray tendant à modifier la loi du 7 mai 1946, instituant l'ordre des géomètres experts, n^o 7709. — Le 3 février 1950, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de résolution : 1^o de M. Maurice Frédet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reporter au début de l'année scolaire 1950-1951 l'application de l'arrêté du 16 avril 1949 obligeant les étudiants des écoles préparatoires de médecine de 4^e et 5^e année, à accomplir leurs stages dans les écoles de plein exercice ou facultés ; 2^o de MM. Fauvel, Siefridt et Emile-Louis Lambert tendant à inviter le Gouvernement à limiter l'application du décret du 16 avril 1949 relatif aux études médicales aux étudiants qui commencent actuellement leurs études ; 3^o de M. Dusseaux tendant à inviter le Gouvernement à admettre l'École de médecine de Rouen dans la liste des écoles de plein exercice ; 4^o de M. Dusseaux tendant à inviter le Gouvernement à suspendre pour l'année scolaire 1949-1950 l'application de l'arrêté du 16 avril 1949 faisant obligation aux étudiants des écoles préparatoires de médecine de 4^e et de 5^e année d'accomplir dans les écoles de plein exercice leur stage obligatoire, n^o 9161.

Interventions :

Prend part à la discussion des interpellations sur le problème du blé [21 mars 1947] (p. 1001, 1008). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Interpellations relatives au problème du pain et aux événements d'Indochine* [29 avril 1947] (p. 1337) ; — Intervient dans la discussion de la proposition de loi de M. Castera relative au prix différentiel du blé [5 juin 1947] (p. 1922). — Est entendu au cours du débat sur les interpellations concernant la politique économique et financière du Gouvernement : *Reclassement des fonctionnaires* [1^{er} juillet 1947] (p. 2590, 2591). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) ; ECONOMIE NATIONALE, Chap. 118 : *Son intervention au sujet des primes de rendement aux agents du con-*

trôle économique [3 juillet 1947] (p. 2673, 2674, 2675). — Est entendu dans la discussion du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du Budget général de l'exercice 1947; Art. 2 *quinquies*: *Amendement de M. Marceau Dupuy tendant à réduire la taxe spéciale sur les vins d'appellation contrôlée* [31 juillet 1947] (p. 3775). — Est entendu au cours du débat : sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de résolution de M. Ducloux tendant à inviter le Gouvernement à réaliser un accord avec les fonctionnaires [10 juillet 1947] (p. 2929); — sur le projet de loi tendant à accorder aux fonctionnaires un acompte provisionnel: *Renvoi à la Commission* [16 juillet 1947] (p. 3072). — Est entendu : dans la discussion d'une proposition de résolution de M. Lecourt tendant à la nomination d'une Commission de la réforme administrative : *Discussion générale* [24 juillet 1947] (p. 3480); — sur le procès-verbal de la séance précédente : *Son appel à la concorde* [9 décembre 1947] (p. 5564). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la prise en considération des amendements au paragraphe 2 de l'article 3* [5 janvier 1948] (p. 83); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Anxionnaz tendant à réduire de 1 million les crédits* [5 février 1948] (p. 441, 442); — des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement : *Accords économiques de l'Europe occidentale* [4 mars 1948] (p. 1339); — du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères nationales : *Discussion générale* [13 mai 1948] (p. 2589, 2590, 2591); — du projet de loi relatif aux loyers; Art. 14 bis : *Limitation du droit de reprise* [20 mai 1948] (p. 2795); — de la proposition de loi relative aux unions d'associations familiales : *Demande de renvoi à la Commission* [10 juin 1948] (p. 3396); — de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à augmenter la ration de pain et à en améliorer la qualité : *Discussion générale* [30 juin 1948] (p. 4183); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948 : *Discussion générale* [1^{er} juillet 1948] (p. 4237); — de la proposition de loi amendée par le Conseil de la République stabilisant les prix des baux à ferme : *Discussion générale* [7 juillet 1948]

(p. 4396); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, INTÉRIEUR, Chap. 503 : *Participation de l'Etat aux charges des collectivités locales* [28 juillet 1948] (p. 4959, 4960); EDUCATION NATIONALE, Chap. 100 : *Ses observations sur l'Ecole des beaux-arts de Dijon* [3 août 1948] (p. 5249); — de la proposition de loi relative aux élections cantonales : *Question préalable posée par M. Barrachin* [24 août 1948] (p. 6151, 6152); — du projet de loi portant intégration des militaires dans la sécurité sociale; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Fagon tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif aux avantages acquis supérieurs à ceux de la sécurité sociale* [17 décembre 1948] (p. 7700); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses publiques et évaluation des voies et moyens : *Discussion générale (Ses observations sur la lenteur administrative des organismes créés pendant la guerre)* [21 décembre 1948] (p. 7813, 7814); *Ses observations sur l'abondance de la viande en Bourgogne* (p. 7856) et *l'industrie aéronautique française* (p. 7859); — du projet de loi prorogeant l'ordonnance du 11 octobre 1945 relative aux réquisitions : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 décembre 1948] (p. 8057); — du projet de loi consentant des avances aux Houillères nationales : *Discussion générale* [30 décembre 1948] (p. 8133); — du projet de résolution portant fixation des dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française : *Discussion générale* [30 décembre 1948] (p. 8151); — de la proposition de loi relative à la législation contre l'alcoolisme : *Discussion générale* [1^{er} février 1949] (p. 278); — de propositions de loi relatives aux loyers : *Ses explications de vote sur le rejet de la proposition de loi de M. Minjoz* [4 février 1949] (p. 376); *Sa demande de renvoi au mardi suivant* (p. 380); — d'une proposition de loi relative aux conditions budgétaires d'une saine réforme administrative; Article additionnel : *Amendements de MM. Fagon, Petit et Mme Lempereur relatifs au reclassement des fonctionnaires* [10 février 1949] (p. 471); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Présidence du Conseil (Ravitaillement) : *Discussion générale* [30 mars 1949] (p. 1887); — d'une proposition de résolution relative à la répartition de l'essence : *Discussion générale* [31 mars 1949] (p. 1905); — du projet de loi concernant l'appel des jeunes gens sous les

drapeaux : *Discussion générale* [31 mars 1949] (p. 1926); Art. 4 : *Amendement de M. Theetten tendant à affecter les jeunes mariés dans des garnisons proches de leur domicile* (p. 1932); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Education nationale : *Discussion générale* [1^{er} avril 1949] (p. 2003, 2007, 2008); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Marine marchande : *Discussion générale* [8 avril 1949] (p. 2237); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour le budget des P. T. T.; Chap. 309 : *Rattachement des abonnés au téléphone* [12 avril 1949] (p. 2314); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 26 : *Sous-amendement de M. de Tinguy tendant à inclure tous les établissements saisonniers* [2 juin 1949] (p. 3070); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949; Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 3150 : *Amendement de M. Villon tendant à réduire de 5 millions les crédits pour les dépenses de fonctionnement des services sociaux* [16 juin 1949] (p. 3410); Chap. 4000 : *Amendement de M. Le Troquer tendant à réduire de 50 millions les crédits pour secours et allocations diverses* (p. 3412, 3413); — d'une proposition de résolution relative aux attributions d'essence aux chauffeurs de taxis : *Urgence* [6 juillet 1949] (p. 4259); — d'une proposition de loi relative au régime de l'essence; Article unique : *Amendement de M. Buron tendant à porter le contingent accordé aux prioritaires de 175 à 200 millions de litres* [21 juillet 1949] (p. 4909); — du projet de loi ratifiant le Pacte Atlantique : *Discussion générale* [26 juillet 1949] (p. 5278); — d'une proposition de loi relative au prix du blé : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 juillet 1949] (p. 5439). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Ses observations sur le programme de M. Moch* [13 octobre 1949] (p. 5794). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant statut du personnel des communes : *Discussion générale* [8 novembre 1949] (p. 6007); Art. 19 : *Amendement de M. Defos du Rau tendant à ne pas exclure les personnes de plus de 35 ans de la candidature aux emplois communaux* [1^{er} décembre 1949] (p. 6497); — des interpellations sur la péréquation des retraites civiles et militaires : *Discussion générale* [29 novembre 1949] (p. 6422); —

d'une proposition de loi relative au prix de l'essence; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Blocquaux tendant à prévoir l'incorporation à l'essence en 1950 de 600.000 hectolitres d'alcool* [20 décembre 1949] (p. 7020); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale (Ses observations sur la réduction des centimes additionnels à Dijon)* [23 décembre 1949] (p. 7157); — du projet de loi relatif au régime des réquisitions de logement : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 décembre 1949] (p. 7473); — des interpellations sur les prix agricoles : *Discussion générale (Ses observations sur la distillation de la betterave)* [25 janvier 1950] (p. 494); — d'une proposition de résolution relative à l'attribution d'une prime exceptionnelle aux salariés : *Discussion générale* [26 janvier 1950] (p. 536); — d'une proposition de résolution relative aux stages des étudiants en médecine, en qualité de Rapporteur [16 février 1950] (p. 1107, 1108); *Demande de renvoi à la Commission de la santé publique, présentée par M. Frédet* (p. 1115); *Demande de renvoi à la Commission de l'éducation nationale présentée par M. Boulet* (p. 1116); *Demande de vote par division présentée par M. Bouvier* (p. 1117); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils; P. T. T., Chap. 1290 : *Amendement de M. Cartier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour mesures diverses en faveur du personnel (Octroi de la prime de 3.000 francs)* [3 mai 1950] (p. 3224); AGRICULTURE, Chap. 5050 : *Amendement de M. Jean Masson tendant à faire répartir par les conseils généraux les subventions aux activités culturelles* [25 mai 1950] (p. 3946); EDUCATION NATIONALE, Chap. 5440 : *Conservatoire national de musique* [19 juillet 1950] (p. 5589); Chap. 5490 : *Activité théâtrales (Décentralisation)* (p. 5591, 5592); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, RECONSTRUCTION : *Discussion générale* [27 juillet 1950] (p. 6102); — d'une proposition de loi relative au report du paiement du deuxième acompte provisionnel : *Discussion générale* [17 mai 1950] (p. 3761); — du projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissements pour l'exercice 1950; TRAVAUX NEUFS : *Discussion générale* [20 juillet 1950] (p. 5665); — du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre; Art. 10 :

Amendements de MM. Touchard et Theetten tendant à porter à 2.400 francs la retraite des anciens combattants âgés de plus de 55 ans [21 juillet 1950] (p. 5749); — d'une proposition de loi relative à la fixation du prix du blé : *Discussion générale* [27 juillet 1950] (p. 6070); Art. 2 : *Amendement de M. Rochet tendant à établir un prix différentiel selon le prix de revient* (p. 6071); — du projet de loi relatif au reclassement de la fonction publique; Art. 1^{er} : *Ses explications de vote sur l'article* [27 juillet 1950] (p. 6084); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; LOI DES CRÉDITS, Art. 77 : *Avance de 25 milliards à la S.N.C.F. (Bas prix des transports)* [2 août 1950] (p. 6489); — d'une proposition de résolution relative aux recommandations de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe : *Ses explications de vote* [14 novembre 1950] (p. 7741, 7742); — d'une proposition de loi relative au statut du personnel auxiliaire de l'enseignement primaire; Art. 2 : *Amendement de M. Pierre Teitgen tendant à ne faire écarter personne pour des raisons morales ou confessionnelles* [20 décembre 1950] (p. 9363, 9364); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale* [21 décembre 1950] (p. 9443); — du projet de loi portant répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires : *Discussion générale* [5 janvier 1951] (p. 194, 195, 196); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés : *Retrait de l'ordre du jour, proposé par la Conférence des présidents* [25 janvier 1951] (p. 365); *Discussion générale* [9 février 1951] (p. 988); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 5150 : *Subventions aux foyers et œuvres de secours pour les Algériens* [15 février 1951] (p. 1174); JUSTICE, Chap. 1000 : *Ses observations sur le reclassement des prisonniers* [15 février 1951] (p. 1185); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 5000 : *Amendement de M. Chassaing tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Veuves de guerre remariées)* [17 mai 1951] (p. 5324); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5344); — des interpellations sur le prix du tabac à la production : *Discussion générale* [20 février 1951] (p. 1386); — du projet de loi

portant ouverture de crédits provisoires pour le mois de mars 1951 : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 février 1951] (p. 1712); — du projet de loi relatif à la répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [21 mars 1951] (p. 2293); — des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur le renvoi à la suite* [17 avril 1951] (p. 3397); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1951; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION; Art. 2 : *Amendement de M. Cance tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les dommages mobiliers (Insuffisance des crédits)* [18 avril 1951] (p. 3476); — d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires : *Discussion générale* [28 avril 1951] (p. 4154).

KONATÉ (M Mamadou), Député du Soudan.

Son élection est validée [13 février 1947] (p. 300). — Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission des territoires d'outre-mer [21 janvier 1947] (p. 27), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de l'éducation nationale [16 juin 1950] (p. 4886).

Dépôts :

Le 6 juin 1947, un avis au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi portant amnistie, n° 1608. — Le 12 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour la suppression de la constitution obligatoire de greniers de réserves fonctionnant dans certains territoires de l'Afrique occidentale française, n° 2411. — Le 17 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Hamani Diori et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires pour l'admis-